

SITUATION EN CÔTE D'IVOIRE
AFFAIRE
LE PROCUREUR c. LAURENT GBAGBO

PUBLIQUE

ANNEXE 5

Article paru dans le Nouveau Courrier N. 559 intitulé: Violation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire, Séraphin Djaki Koudou le régime Ouattara torture: j'en suis la preuve vivante!
9 juillet 2012

DANS L'ACTU

Violation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire

Séraphin Djaki Koudou : "Le régime Ouattara torture : j'en suis la preuve vivante !"

Propos recueillis par Théophile Kouamou

Le Nouveau Courrier publie aujourd'hui le témoignage particulièrement poignant et les photos de Séraphin Djaki Koudou, qui ose parler à visage découvert. Et raconte les méthodes de torture particulièrement violentes du régime Ouattara qui datent de son avènement, en avril 2011.



Séraphin Koudou a décidé de témoigner à visage découvert.

Cela fait plusieurs semaines qu'une partie de la presse ivoirienne tente d'alerter l'opinion nationale et internationale sur une affreuse réalité du régime Ouattara que les associations de défense des droits de l'Homme refusent de voir : la torture, qui se pratique aujourd'hui à un rythme industriel, et qui est devenue un élément de domestication mentale de tout un pays. Face aux dénégations de la presse du régime, qui fait cyniquement passer les témoignages concordants sur le caractère massif et préoccupant de ces pratiques pour des «films d'horreur» fabriqués par le FPI, Le Nouveau Courrier rend public aujourd'hui un témoignage d'une importance capitale. Premièrement, parce qu'il permet de faire un lien entre la manière violente par laquelle Alassane Ouattara a pris le pouvoir et sa pratique quotidienne de ce pouvoir-là. Deuxièmement, parce que la victime qui se confie à nous a réussi à «sauver» des photographies qui ne laissent pas la place au doute sur la gravité des sévices subis. Troisièmement, parce que l'histoire de Séraphin Djaki Koudou, qui prend le risque de témoigner à visage découvert, montre également le comportement pour le moins étrange des organisations internationales, plus soucieuses de protéger le régime Ouattara que d'exercer leur mandat de manière impartiale.

Au départ, une dénonciation fallacieuse et la trahison d'un voisin de quartier...

La mésaventure de Séraphin, actif sur le plan social – il a présidé un mouvement des

«déguepis» – et sur le plan politique – il a participé à la campagne électorale du président Laurent Gbagbo sans être le moins du monde impliqué dans la guerre post-électorale – commence le 28 avril 2011. Il se trouve alors vers le «terminus» de la Riviera 2, pas loin de la Résidence d'Alpha Blondy, où il attend un de ses amis qui doit l'y rejoindre. Il est assis non loin d'une cabine téléphonique gérée par un jeune homme auprès duquel il a ses habitudes. Tout à coup, un véhicule 4x4 passe. Puis un deuxième où se trouve quelqu'un qui le désigne du doigt. Puis un troisième, qui dépasse le deuxième. Deux voitures s'arrêtent. «Tu me connais ? Tu me connais non ?», émet celui qui le désignait du doigt de l'intérieur d'un des véhicules, et qui en est sorti. «Tu me connais à Abobo, non ?», précise l'accusateur. Séraphin organise sa défense, en notant qu'il vit à la Riviera 2 depuis longtemps et qu'il n'est donc pas d'Abobo. Mais il se souvient bien de celui qui lui fait face. Séraphin vivait à la cité universitaire d'Abobo 1 quand il était étudiant. C'est à Abobo qu'il a battu campagne pour le candidat Laurent Gbagbo, aux côtés de la Première Dame Simone Ehiwet Gbagbo. Et il a eu maille à partir avec des éléments fanatisés du camp Ouattara, bien décidés à créer un climat de terreur dans les quartiers où ils étaient majoritaires, pour dissuader les électeurs de Gbagbo de s'aventurer dans les bureaux de vote.

Le 28 avril 2011, c'est un de ces jeunes du RDR bien décidés à empêcher par tous les moyens les sympathisants LMP de voter qui se retrouve face à lui... à la Riviera 2. Et qui l'accuse d'avoir

«tué des gens» à Abobo «avec Simone Gbagbo». Des accusations aussi vagues que fantaisistes auxquelles le gérant de cabine du quartier, que Séraphin considère comme son ami et dont il est un client fidèle, donne du crédit. «Sans qu'on ne lui demande rien, il a menti en disant qu'on ne me connaissait pas dans mon propre quartier. Comme pour accréditer la thèse selon laquelle je vivais à Abobo. Il a dit que c'est la première fois que je le vois, alors que tous les matins quand j'allais au travail, il me faisait des transients de crédit. Certaines fois, quand j'étais loin du quartier, je l'appelais, il me faisait des transients, et je payais à mon retour», se souvient Séraphin. «Beaucoup d'habitants du quartier sortaient la tête de leurs maisons et observaient ce qui se passait. Ce qui a dérangé la patrouille qui m'avait interpellé. J'ai été embarqué dans un des véhicules.»

«Hé, les gars, il s'appelle Koudou hein...»

Le véhicule prend le chemin d'Abobo. «En chemin, mon dénonciateur prétend que j'ai tué ses sœurs et que j'ai volé leurs portables. Je fais remarquer qu'il est étrange que quelqu'un dont les sœurs ont été tuées mette leurs morts sur le même plan qu'une affaire de téléphones mobiles, et j'explique que ce qu'il raconte n'est pas crédible. Parmi les membres de l'équipe qui me séquestre, je connais deux personnes. Un jeune Nigérien nommé Venance, qui est un des syndicalistes qui font payer des jetons aux chauffeurs des gares de wô-wô et de gbas. Il y a là également un ancien loutard du PDCI, surnommé YulBrynner et dont le groupe de voyous s'appelait Gestapo. A un moment donné, je pense pouvoir m'en sortir. Quand on

arrive à la station Petro-Ivoire d'Angré, mes géoliers s'apprêtent à me libérer au point de me faire descendre du véhicule. Mais l'un des leurs voit que j'ai un paquet de cigarettes. Il me demande une cigarette. Quand je sors le paquet pour la lui donner, il voit que j'ai un billet de 10 000 FCFA. Les gars me fouillent, et prennent tout mon argent, 86 000 FCFA. Ils tombent sur mon portefeuille, dans lequel se trouve ma carte électorale. Sur laquelle mon nom est inscrit. «Hé le gars-là s'appelle Koudou hein ! C'est un gars de Gbagbo», dit l'un d'entre eux, ce qui excite tout le monde. A cause de mon patronyme, on me remet dans le véhicule. Je continue la route vers Abebo. Nous arrivons dans un secteur du quartier Habitat qui s'appelle SOS.»

«Une cour qui empest la mort, comme si on y avait entassé de la viande pourrie»

L'équipe arrive dans une résidence qui a été transformée en «base» FRCL. «On me fait asseoir. On me pose des questions banales. Je m'évertue à m'expliquer sur mon innocence. Mais je me rends compte que personne n'écoute ce que j'ai à dire. Je parle à quelqu'un, mais je n'ai même pas encore fini qu'il s'en va. Un véhicule arrive. C'est celui du chef «militaire» qui dirige cette base. Il demande des explications sur mon identité. Ses hommes disent que je suis un milicien de Gbagbo et qu'ils vont «m'accompagner», c'est-à-dire m'exécuter. Le chef se met à rire, l'air de rien, comme si c'était une pratique routinière. On m'amène à Abobo-Derrière-Rails, dans une grande cour fermée. Une cour qui empest la mort, comme si l'on avait entassé de la viande pourrie là-bas. C'est là que la torture a commencé. Ils m'ont tabassé,

tabassé, tabassé. J'étais couché sur le gravier. Ils organisaient des concours. Qui peut se tenir en équilibre en se mettant debout au-dessus de ma tête le plus longtemps avec des Rangers au pied ? Ce qui va me sauver, c'est que leur chef arrive. Et m'adresse la parole : «C'est toi le milicien-là ?» Je réponds mais personne n'écoute. Ils rient entre eux. Et à un moment donné, comme par miracle, le chef m'écoute un peu plus. J'essaie de me faire le plus convaincant possible. J'admetts que j'ai voté Gbagbo. Je dis même que si on refait l'élection, je vais voter Gbagbo. Mais je dis que je suis loin de toute violence post-électorale. Il rappelle le chef de ceux qui m'ont arrêté. Et il le rabroue.»

«Mes bourreaux inflamaient des pieds de chaise en plastique sur mon dos... mes orgles ont été arrachés un à un»

Séraphin croit son martyre terminé. Mais l'équipe qui l'a pris à la Riviera 2 le ramène dans la villa du quartier SOS. «De 23 heures à 4 heures du matin, j'ai été tabassé, torturé au-delà de ce que l'on peut imaginer. Mes bourreaux inflamaient des pieds de chaises en plastique pour me brûler le dos, qu'ils frottaient à l'aide d'un bâton. Les ongles de mes orteils ont été arrachés un à un. Pourquoi tout ça ? Pour me faire avouer, devant leur magnétophone, que j'ai été formé par le colonel Boniface Konan, qui nous donnait soi-disant 5 000 FCFA par jour, etc. J'ai une entaille sur la tête qui a «fait» cinq points de suture. Quand le chef arrive, les gars lui expliquent que j'ai avoué que j'étais un élément de Konan. Le chef en question demande qu'on aille me chercher. Mes tortionnaires m'ont au préalable nettoyé de mon sang. Quand



Ici le dos méconnaissable de Séraphin Koudou torturé avec du plastique fondu.

DANS L'ACTU

le chef a fini de me harceler de questions, j'ôte la casquette qu'ils ont mis sur ma tête, et je montre mes ongles écorchés. Et je lui demande si c'est dans cet état qu'il m'a laissé la veille. Le chef semble convaincu par mon argumentaire», raconte Séraphin. En tout cas, il ne veut plus laisser le jeune homme à ses éléments, qui continuent de faire courir le bruit selon lequel leur supérieur hiérarchique veut empêcher la liquidation physique d'un «milicien».

«À l'hôtel du Golf, un féticheur habillé en dozo orchestre un rituel macabre»

À bord de la même voiture que «le chef», Séraphin se retrouve à l'hôtel du Golf où son drôle de protecteur a une réunion. Le «chef» le confie à un élément qui se trouve sur les lieux. «Le gars qui est là, garde le pour moi», Séraphin est conduit dans un lieu d'incarcération pour «pro-Bbagbo» de l'hôtel du Golf. «Dans cette salle où il y avait environ trente personnes, j'ai trouvé des jeunes qui, s'ils sont encore en vie, c'est qu'ils sont devenus fous. Tu vois quelqu'un qui reste prostré, dans la même position, pendant de longues heures. Et qui ne sort de son silence que pour tenir des propos incohérents. Des phrases comme «tout le monde à gauche, tout le monde à droite» répétées machinalement. Un événement va me frapper là-bas à l'hôtel du Golf. Un gars dit qu'il a soif. Il y a un cadavre qui flotte dans de l'eau stagnante. Et on puise «l'eau du corps» et on le lui donne. C'est un féticheur habillé en dozo qui orchestre ce rituel macabre. Il y a aussi quelque chose qu'un certain F. m'a expliqué. Je ne l'ai pas vécu, mais c'est crédible. Selon ce qu'il m'a expliqué, les gens du Golf ont exigé des jeunes arrêtés et retenus à l'hôtel du Golf de faire des témoignages fabriqués pour accabler Gbagbo et ses hommes. Et ce simulacre était organisé par Guillaume Soro lui-même qui leur indiquait les questions qui allaient être posées et les réponses qu'ils devaient donner. La promesse était claire : après leurs déclarations arrangées, ils seraient libérés. Des caméras sont venues filmer leurs faux aveux. Quand ils se trompaient dans leurs pseudo-témoignages, les cameramen – des Blancs, notamment – arrêtaient de filmer pour qu'ils fassent des corrections. Comme s'il y avait une sorte de complicité entre les cameramen et les gens du Golf.»

À la recherche d'hypothétiques caches d'armes à la Cité universitaire de la Riviera 2
Séraphin quitte le Golf en compagnie du «chef» d'Abobo qui est devenu, d'une certaine manière, son protecteur. Motif officiel invoqué devant les dizaines de miliciens des FRCI qui ne comprennent pas pourquoi on ne le tue pas : il doit être le guide permettant de retrouver de prétendues caches d'armes à la Cité universitaire de la Riviera 2. «Je lui avais pourtant tout expliqué, et là il venait me parler de choses dont nous n'avions jamais parlé et dont je n'avais aucune connaissance. Comme pour lui mettre la pression, les éléments qui m'avaient torturé à Abobo sont venus pour voir

ce qui adviendrait de moi», explique Séraphin. Au final, le jeune homme est conduit à la Cité universitaire de la Riviera 2 à la recherche d'hypothétiques caches d'armes. Bien entendu, il n'a aucune idée d'où peuvent se trouver des armes. La Cité est par ailleurs entièrement occupée par des éléments armés des FRCI, qui ont les moyens de la tourner et de la retourner dans tous les sens. Une fois de plus, il est torturé jusqu'à arriver au bord de l'évanouissement. Alors que «le chef» revient auprès de lui et que ses tortionnaires commencent à se désintéresser de son cas, Séraphin réunit ses dernières forces, entre dans un bâtiment de la Cité universitaire, passe par une fenêtre et réussit à s'enfuir. Il va se réfugier dans un célèbre maquis appelé «F 14», puis se cache pendant plusieurs mois à Bingerville. Au moment opportun, il quitte clandestinement la Côte d'Ivoire. Direction le Ghana, puis le Togo.

Au Togo, l'étrange comportement d'une fonctionnaire du HCR

«Quand le responsable des réfugiés ivoiriens au Togo a vu mon état, il a pris mes photos, et il a réussi à me faire obtenir un document de réfugié très rapidement. Mais une chose m'a frappé. Une certaine Nathalie, de nationalité togolaise, chargée de la protection au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), m'a donné rendez-vous dans son bureau. La première chose qu'elle m'a demandé lors de ce rendez-vous, ce sont les photos témoignant des tortures que j'ai subies. Trois ou quatre photos. Des photos où on voit mon visage tuméfié, mon dos écorché et mes ongles de les ongles arrachés. Elle me dit qu'elle va les garder, parce que quand je les ai, elles me traumatisent. Je refuse. Mais elle insiste. Elle dit qu'elle veut joindre ces photos à mon dossier. Je proteste en disant que ces photos avaient déjà été scannées pour être mises dans mon dossier. Elle continue d'insister. Je les lui prête. Deux semaines plus tard, je commence à vouloir les récupérer. Je n'arrive pas à la voir quand je vais à son bureau. Elle me fait marcher, me donne des rendez-vous à plusieurs endroits. Et chaque fois que j'arrive, elle n'est jamais là. La seule fois où je réussis à la voir, c'est un jour où j'ai rendez-vous avec quelqu'un d'autre et où je tombe par hasard sur elle. Elle affirme qu'elle ne sait plus où elle a mis mes photos, et feint de les chercher dans son bureau. Je comprends son jeu. Heureusement que la personne qui les avait prises après mes mésaventures avait gardé certaines d'entre elles dans son appareil photo. Il me les a envoyées par courrier électronique. C'est de cette manière-là que je les ai sauvées», explique Séraphin. Qui a désormais fui le Togo, en raison de la collusion entre les régimes Gnassingbé et Ouattara, qui inquiètent les réfugiés. Quand s'achèvera donc sa fuite éperdue ? Quand pourra-t-il rejoindre un Etat de droit, où les nervis du régime ivoirien ne pourront pas lui faire la peau, le faire taire à jamais ? «Si je suis vivant, c'est vraiment que Dieu l'a voulu. Je Lui fais confiance», répète inlassablement Séraphin.